

Nous, professeurs de philosophie de l'académie de Lille, réunis ce jour en réunion d'harmonisation **exprimons nos vives inquiétudes quant aux réformes du baccalauréat ainsi que du lycée et demandons leur [ajournement /retrait]**

Nous constatons une contradiction entre le discours ministériel valorisant la philosophie dans la formation au service des lycéens et la réalité de la réforme conduisant à la marginaliser. En effet :

- L'épreuve de philosophie aura lieu un mois et demi après que les élèves auront déjà validé 82 % de leurs notes. Le calendrier du nouveau bac éparpillera donc les épreuves et posera des problèmes d'assiduité.

- Un coefficient ne représentant plus que 8 % de leurs résultats récompense bien mal l'investissement demandé aux élèves tout au long de l'année.

- La disparition des séries et l'organisation des enseignements autour d'un tronc commun, quoi qu'on en pense par ailleurs, aura mécaniquement pour effet une dégradation des conditions d'études : les classes à 35 élèves devenant la norme empêcheront l'adaptation de notre pédagogie à l'hétérogénéité des profils dans une même classe.

- La réussite des élèves dans leurs études supérieures est menacée par la réduction des choix de spécialités proposées en Terminale (passant de trois en Première à deux en Terminale). Ce processus affecte la philosophie au même titre que les autres disciplines.

- Enfin, malgré les promesses de décloisonnement, la présence de la philosophie dans la seule spécialité « Humanités, Littérature et Philosophie » (dont on s'inquiète sur le financement...) revient à la réduire à une discipline uniquement littéraire, ce qu'elle n'est pas. En témoigne sa présence dans de nombreux concours post-bac : écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, PACES, etc.

- Ajoutons que la mise en concurrence universelle entre les disciplines instaurée par ces réformes, risque de nuire considérablement à la sérénité des enseignements, dont celui de la philosophie.

[Partant de ces constats, et pour la défense de l'enseignement de la philosophie et plus généralement d'un service public d'éducation de qualité / **En conséquence de quoi**] :

- Nous demandons des créations de postes aux concours (internes et externes) à hauteur des besoins.

- Nous demandons à ce que les classes des filières technologiques soient à nouveau dédoublées partout pour des raisons pédagogiques évidentes que chaque enseignant et enseignante expérimente dans ces filières (la réforme Blanquer aggrave sur ce point plus qu'elle ne corrige, les méfaits de la réforme Chatel)

- Nous demandons que le baccalauréat reste un examen national, premier grade universitaire ouvrant de droit à toutes et tous, l'accès aux filières et aux universités de leur choix. Aussi, nous demandons [l'ajournement de l'application / **le retrait**] de la réforme du lycée et du baccalauréat et l'élaboration d'un nouveau projet après concertation réelle avec l'ensemble des enseignants.

- Enfin, nous soutenons les collègues des autres académies qui se sont engagés dans des démarches d'extension des délais de correction, comme dans les académies de Créteil et de Nantes, considérant que des délais de correction trop courts et un nombre de copies trop important provoquent une surcharge de travail mettant en péril la qualité du travail de correcteur. L'augmentation du nombre de copies par correcteur cette année dans notre académie ne doit pas redevenir la norme..

Ce combat ne concerne pas, bien sûr, que les enseignants et enseignantes de philosophie et notre discipline, nous appelons nos collègues des autres disciplines à se mobiliser dès maintenant et à organiser collectivement la résistance à cette réforme qui, prolongeant et faisant système avec les réformes

d'inspiration libérales qui sévissent dans l'enseignement supérieur (dont la calamiteuses mise en place de Parcoursup introduisant [subrepticement une sélection à l'université / **une sélection à l'université qui ne dit pas son nom**]), vise à briser le service public d'éducation, à le soumettre aux exigences du marché et à accentuer ainsi des inégalités dans l'accès aux savoirs.

Fait à Lille, le 28 juin 2018

résultat des votes :

- Réunion des correcteurs en séries générales : 54 voix pour, 1 contre, 7 abstentions et 7 refus de vote.
- Réunion des correcteurs en séries technologiques [**+ amendements en rouge**] : 48 pour, 1 abstention.